

PROLOGUE
Société Anonyme au capital de 1 005 491,17 €
Siège social : GENNEVILLIERS (92230)
101, avenue Laurent Cély
382 096 451 R.C.S. NANTERRE

RAPPORT COMPLEMENTAIRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 25 JUIN 2026

Mesdames et Messieurs les actionnaires,

L'ordre du jour de l'assemblée générale mixte du 25 juin 2026 et le texte des projets de résolutions publiés dans l'avis de réunion publié au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires n°60 en date du 20 mai 2026 ont été complétés afin de tenir compte des projets de résolutions complémentaires déposés par M. Olivier Schumacher, représentant l'actionnaire MONT-BLANC ALPEN-STOCK, le 29 mai 2026.

L'ordre du jour de l'assemblée générale mixte du 25 juin 2026 et le texte des projets de résolutions sont désormais les suivants :

ORDRE DU JOUR

Résolutions proposées par le Conseil d'administration

Au titre de l'assemblée générale ordinaire :

1. ère Résolution : Examen et approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2025, et quitus aux administrateurs – Approbation des charges non déductibles ;
2. ème Résolution : Examen et approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ;
3. ème Résolution : Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ;
4. ème Résolution : Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées et approbation dudit rapport ;
5. ème Résolution : Approbation de la politique de rémunération et fixation du montant de la rémunération annuelle globale des administrateurs ;
6. ème Résolution : Renouvellement du mandat d'administrateur de Madame Elsa PERDOMO ;
7. ème Résolution : Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la Société ;

Au titre de l'assemblée générale extraordinaire :

8. ème Résolution : Délégation de pouvoirs à donner au Conseil d'administration pour décider du regroupement des actions de la Société ;
9. ème Résolution : Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par annulation d'actions ;
10. ème Résolution : Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet d'émettre des bons de souscription d'actions à attribuer gratuitement aux actionnaires en cas d'offre publique visant les titres de la Société ;

11. ème Résolution : Modification de l'article 21 des statuts de la Société ;
12. ème Résolution : Pouvoir pour l'accomplissement des formalités.

Résolutions proposées par un actionnaire

Au titre de l'assemblée générale ordinaire :

- A. Révocation de M. Laurent Baudart de son mandat d'Administrateur ;
- B. Révocation de M. Jean-Claude Canoni de son mandat d'Administrateur ;
- C. Révocation de M. Michel Seban de son mandat d'Administrateur ;
- D. Révocation de Mme Emmanuelle Fuzessery de son mandat d'Administrateur ;
- E. Révocation de Mme Annick Harmand de son mandat d'Administrateur ;
- F. Révocation de M. Olivier Balva de son mandat d'Administrateur ;
- G. Nomination de M. Yves Bouget en qualité d'administrateur pour une durée de six exercices ;
- H. Nomination de Mme Sophie Rigollot en qualité d'administrateur pour une durée de six exercices ;
- J. Nomination de M. Philippe Brun en qualité d'administrateur pour une durée de six exercices ;

Au titre de l'assemblée générale extraordinaire :

- K. Suppression de la limitation des droits de vote attachés aux actions - Modification corrélative de l'article 8 des statuts de la Société.

TEXTE DES PROJETS DE RESOLUTIONS

Résolutions proposées par le Conseil d'administration

Au titre de l'assemblée générale ordinaire :

Première résolution (Examen et approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2025, et quitus aux administrateurs – Approbation des charges non déductibles)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par les Assemblées générales ordinaires, connaissance prise des rapports du conseil d'administration et des commissaires aux comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2025, approuve l'inventaire et les comptes annuels, à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe arrêtés le 31 décembre 2025, tels qu'ils lui ont été présentés, se soldant par un résultat net de 8.669.246 €, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

En application de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, l'Assemblée générale des actionnaires prend acte de l'absence de dépenses et charges visées à l'article 39-4 dudit code.

En conséquence, elle donne pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 quitus de leur gestion à tous les administrateurs.

Deuxième résolution (Examen et approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2025)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par les Assemblées générales ordinaires, connaissance prise des rapports du conseil d'administration et des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2025, approuve ces comptes, tels qu'ils lui ont été présentés, se soldant par un résultat net de 9.016.526 €, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Troisième résolution (Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par les Assemblées générales ordinaires, approuve la proposition du conseil d'administration, et décide d'affecter le résultat bénéficiaire de l'exercice,

soit	8.669.246 €
au compte « Réserve légale »	100.549 €
au compte « Report à nouveau »,	8.568.697 €
qui de (1.306.149) € se trouverait ainsi porté à	7.262.548 €

Conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'Assemblée générale des actionnaires prend acte qu'aucun dividende n'a été distribué au cours des trois derniers exercices.

Quatrième résolution (Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées et approbation dudit rapport)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce, (i) prend acte des conventions antérieurement autorisées et conclues, décrites dans le rapport spécial du commissaire aux comptes, qui se sont poursuivies sans modifications au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 et (ii) approuve les conclusions du rapport spécial des commissaires aux comptes.

Cinquième résolution (Approbation de la politique de rémunération et fixation du montant de la rémunération annuelle globale des administrateurs)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion et du rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, et, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-8 du Code de commerce :

- approuve la politique de rémunération applicable aux administrateurs et les modalités de répartition de la somme allouée par l'Assemblée Générale des actionnaires de la Société ; et
- fixe à 100.000 euros le montant annuel global maximal de la rémunération des administrateurs, à répartir entre les administrateurs au titre de l'exercice 2026 conformément à la politique approuvée ci-dessus (soit 2.000 euros par séance et par présence).

Sixième résolution (Renouvellement du mandat d'administrateur de Madame Elsa Perdomo)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, décide, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, de renouveler le mandat de Madame Elsa Perdomo en qualité d'administrateur de la Société pour une durée de six (6) années qui expirera lors de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2031.

Septième résolution (Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la Société)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, autorise le conseil d'administration, à procéder ou faire procéder à l'achat par la Société de ses propres actions conformément aux dispositions des articles L. 22-10-62 et suivants du Code de commerce et du règlement général de l'AMF, en vue notamment :

- d'animer le marché des titres de la Société, notamment pour en favoriser la liquidité, dans le cadre d'un contrat de liquidité ;
- de mettre en œuvre tout plan d'options d'achat d'actions de la Société ;

- d'attribuer des actions aux salariés au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise et de mettre en œuvre tout plan d'épargne d'entreprise ;
- de conserver des actions en vue de leur remise ultérieure à titre de paiement ou d'échange dans le cadre d'opérations de croissance externe ;
- de remettre des actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital ;
- d'annuler tout ou partie des actions ainsi rachetées afin de réduire le capital ;
- et, plus généralement, de réaliser toute opération autorisée ou qui viendrait à être autorisée par la loi ou toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'AMF, étant précisé que les actionnaires de la Société en seraient informés par voie de communiqué.

Le conseil d'administration pourra réaliser toutes opérations conformes aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. A ces fins, il pourra conserver les actions rachetées, les céder ou les transférer par tous moyens tels que décrits ci-après dans le respect de la réglementation en vigueur, et notamment par cession en bourse ou de gré à gré, par offre publique de vente ou d'échange, par l'utilisation de mécanismes optionnels, d'instruments dérivés ou de bons, ou par transaction de blocs d'actions (qui pourront atteindre la totalité du programme de rachat d'actions).

La Société se réserve la faculté de poursuivre l'exécution du présent programme de rachat d'actions en période d'offre publique d'acquisition ou d'échange portant sur ses actions uniquement dans le cadre des dispositions de l'article 231-40 du règlement général de l'AMF.

Les achats pourront porter sur un nombre d'actions qui ne pourra excéder 10% du capital social à la date de ces achats, déduction faite des reventes effectuées pendant la durée d'autorisation du programme.

Le prix unitaire maximum d'achat par action par la Société ne devra pas être supérieur à 10 € hors frais d'acquisition, ou 1.000 € si la résolution ci-après est adoptée.

L'Assemblée générale délègue au conseil d'administration, en cas de modification de la valeur nominale de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, le pouvoir d'ajuster les prix et montants susvisés afin de tenir compte de ces opérations sur la valeur de l'action distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement.

Le conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre la présente autorisation, en particulier pour juger de l'opportunité de lancer un programme de rachat et en déterminer les modalités, passer tout ordre en bourse, conclure tous accords en vue notamment de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, affecter ou réaffecter les actions acquises aux différentes finalités, effectuer toutes déclarations auprès de l'AMF et de tout autre organisme, remplir toutes autres formalités et, d'une manière générale, faire le nécessaire pour l'application de la présente résolution.

La présente autorisation, qui prive d'effet pour l'avenir toute autorisation antérieure ayant le même objet, est consentie pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente Assemblée.

A titre extraordinaire :

Huitième résolution (Délégation de pouvoirs à donner au conseil d'administration pour décider du regroupement des actions de la Société)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration :

- délègue au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, ses pouvoirs pour procéder au regroupement des actions composant le capital de la Société, de sorte que 100 actions anciennes d'une valeur nominale de 0,01 euro soient échangées contre 1 action nouvelle d'une valeur nominale de 1 euro ;
- donne tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, à l'effet de :
 - mettre en œuvre le regroupement ;
 - fixer la date de début des opérations de regroupement qui interviendra au plus tôt à l'issue d'un délai de quinze (15) jours suivant la date de publication de l'avis de regroupement qui sera publié par la Société au Bulletin des annonces légales obligatoires (BALO) ;

- fixer la période d'échange dans la limite de trente (30) jours maximum à compter de la date de début des opérations de regroupement fixée par l'avis de regroupement publié par la Société au BALO visé ci-dessus ;
 - suspendre le cas échéant, pour une durée n'excédant pas trois (3) mois, l'exercice de valeurs mobilières donnant accès au capital pour faciliter les opérations de regroupement ;
 - procéder, en conséquence du regroupement d'actions, à tous ajustements des droits des bénéficiaires de valeurs mobilières donnant accès au capital conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux stipulations contractuelles applicables ;
 - constater et arrêter le nombre exact d'actions de 0,01 euro de valeur nominale qui seront regroupées et le nombre exact d'actions de 1 euro de valeur nominale susceptibles de résulter du regroupement ;
 - constater la réalisation du regroupement ;
 - procéder aux modifications corrélatives des statuts ;
 - procéder, si besoin, à l'ajustement du nombre d'actions de 0,01 euro de valeur nominale pouvant être émises dans le cadre de l'utilisation des autorisations et des délégations de compétence ou de pouvoirs conférées au Conseil d'administration par les précédentes assemblées générales ainsi que par la présente Assemblée Générale ;
 - publier tous avis et procéder à toutes formalités prévues par la loi ;
 - plus généralement, faire tout ce qui sera utile ou nécessaire en vue de la réalisation du regroupement d'actions dans les conditions prévues par la présente résolution et conformément à la réglementation applicable ;
- prend acte que les actionnaires devront procéder aux achats et aux cessions d'actions nécessaires pour réaliser le regroupement dans un délai de trente (30) jours à compter du début des opérations de regroupement ;
 - décide que, dès l'opération de regroupement susvisée, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis pour procéder au regroupement précité auront l'obligation, conformément à l'article L. 228-29-2 du Code de commerce, de procéder aux achats ou aux cessions d'actions nécessaires pour pouvoir procéder audit regroupement pendant la période d'échange ;
 - décide que les actions n'ayant pu être attribuées individuellement et correspondant aux droits formant rompus seront vendues dans les conditions et suivant les modalités de l'article R. 228-12 du Code de commerce ;
 - décide que :
 - actions nouvelles bénéficieront immédiatement du droit de vote double, sous réserve d'être maintenues au nominatif, si à la date du regroupement des actions anciennes dont elles sont issues, chacune de ces actions anciennes bénéficiait du droit de vote double ;
 - en cas de regroupement d'actions anciennes qui étaient inscrites au nominatif depuis des dates différentes, le délai retenu pour l'appréciation du droit de vote double des actions nouvelles sera réputé débiter à la date la plus récente de mise au nominatif des actions anciennes.
 - prend acte qu'à l'issue de la période de regroupement, les actions non regroupées perdront leur droit de vote et ne seront plus comprises dans le calcul du quorum et leurs droits aux dividendes futurs seront suspendus ;
 - fixe à douze (12) mois à compter de ce jour la durée de la présente délégation.

Neuvième résolution (Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par annulation d'actions)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, autorise le conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi :

- à annuler à tout moment sans autre formalité préalable, en une ou plusieurs fois, les actions de la Société acquises par suite de rachats réalisés dans le cadre des dispositions de l'article L. 22-10-62 du

Code de commerce, dans la limite de 10% du capital social par périodes de vingt-quatre (24) mois, étant rappelé que cette limite s'applique à un montant du capital de la Société qui sera, le cas échéant, ajusté pour prendre en compte des opérations affectant le capital social postérieurement à la présente Assemblée ;

- à réduire le capital à due concurrence, en imputant la différence entre la valeur de rachat des titres annulés et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles ;
- à modifier en conséquence les statuts et à accomplir toutes formalités nécessaires.

Le conseil d'administration aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre, dans les conditions fixées par la loi et dans les limites fixées par la présente résolution, la présente autorisation, à l'effet notamment de :

- arrêter le montant définitif de la réduction de capital ;
- fixer les modalités de la réduction de capital et en constater la réalisation ;
- imputer la différence entre la valeur comptable des actions annulées et leur montant nominal sur tous postes de réserves et primes disponibles ;
- effectuer toutes formalités, toutes démarches et, d'une manière générale, faire le nécessaire pour mettre en œuvre la présente autorisation.

La présente autorisation, qui prive d'effet pour l'avenir toute autorisation antérieure ayant le même objet, est consentie pour une durée de vingt-quatre (24) mois à compter de la présente Assemblée.

Dixième résolution (Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet d'émettre des bons de souscription d'actions à attribuer gratuitement aux actionnaires en cas d'offre publique visant les titres de la Société)

L'Assemblée générale, statuant en la forme extraordinaire, mais aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions de l'article L. 233-32 II du Code de commerce :

1. délègue au conseil d'administration sa compétence à l'effet de procéder, dans l'hypothèse d'une offre publique visant les titres de la Société, à l'émission de bons permettant de souscrire à des conditions préférentielles à une ou plusieurs actions de la Société, et à leur attribution gratuite à tous les actionnaires de la Société ayant cette qualité avant l'expiration de l'offre publique ;
2. décide que :
 - le nombre maximum de bons de souscription d'actions pouvant être émis sera égal à celui des actions composant le capital social lors de l'émission des bons ;
 - le montant nominal total de l'augmentation de capital pouvant résulter de l'exercice de ces bons de souscription ne pourra excéder 100% du capital, étant précisé qu'il s'agit d'un plafond individuel et autonome. Cette limite sera majorée du montant correspondant à la valeur nominale des titres nécessaires à la réalisation des ajustements susceptibles d'être effectués conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, pour préserver les droits des porteurs de ces bons ;
3. précise que le conseil d'administration aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente autorisation et, notamment, déterminer l'ensemble des caractéristiques de ces bons, dont leurs conditions d'exercice qui doivent être relatives aux termes de l'offre ou de toute offre concurrente éventuelle ;
4. décide que la présente autorisation, qui prive d'effet pour l'avenir toute autorisation antérieure ayant le même objet, est valable pour toute émission de bons de souscription d'actions réalisée dans le cadre d'une offre publique déposée dans un délai de dix-huit (18) mois à compter de la présente Assemblée.

Onzième résolution (Modification de l'article 21 des statuts de la Société)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, décide de modifier le quatrième alinéa de l'article 21 des statuts de la Société afin de le mettre en conformité avec les dispositions législatives relatives à la convocation et à la participation des actionnaires aux assemblées générales en vigueur :

« Le droit de participer aux assemblées générales ou de s'y faire représenter est subordonné à l'enregistrement comptable des titres au nom de l'actionnaire conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur,

soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité. »

Les autres alinéas de l'article 21 restent inchangés.

Douzième résolution (Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités)

L'Assemblée générale des actionnaires confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal des présentes délibérations, à l'effet d'accomplir toutes formalités légales de publicité.

Résolutions proposées par un actionnaire

Au titre de l'assemblée générale ordinaire :

Résolution A (Révocation de M. Laurent Baudart de son mandat d'Administrateur)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, décide de révoquer avec effet immédiat M. Laurent Baudart de son mandat d'administrateur.

Résolution B (Révocation de M. Jean-Claude Canoni de son mandat d'Administrateur)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, décide de révoquer avec effet immédiat M. Jean-Claude Canoni de son mandat d'administrateur.

Résolution C (Révocation de M. Michel Seban de son mandat d'Administrateur)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, décide de révoquer avec effet immédiat M. Michel Seban de son mandat d'administrateur.

Résolution D (Révocation de Mme Emmanuelle Fuzessery de son mandat d'Administrateur)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, décide de révoquer avec effet immédiat Mme Emmanuelle Fuzessery de son mandat d'administrateur.

Résolution E (Révocation de Mme Annick Harmand de son mandat d'Administrateur)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, décide de révoquer avec effet immédiat Mme Annick Harmand de son mandat d'administrateur.

Résolution F (Révocation de M. Olivier Balva de son mandat d'Administrateur)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, décide de révoquer avec effet immédiat M. Olivier Balva de son mandat d'administrateur.

Résolution G (Nomination de M. Yves Bouget en qualité d'administrateur pour une durée de six exercices)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise de l'exposé des motifs de la présente résolution, décide de nommer à compter de ce jour Monsieur Yves Bouget en qualité d'administrateur, pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2031.

Résolution H (Nomination de Mme Sophie Rigollot en qualité d'administrateur pour une durée de six exercices)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise de l'exposé des motifs de la présente résolution, décide de nommer Madame Sophie Rigollot en qualité d'administrateur, pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2031.

Résolution J (Nomination de M. Philippe Brun en qualité d'administrateur pour une durée de six exercices)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise de l'exposé des motifs de la présente résolution, décide de nommer Monsieur Philippe Brun en qualité d'administrateur, pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer

sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2031.

Au titre de l'assemblée générale extraordinaire :

Résolution K (*Suppression de la limitation des droits de vote attachés aux actions - Modification corrélative de l'article 8 des statuts de la Société*)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise de l'exposé des motifs de la présente résolution,

- décide avec effet à l'issue de la présente Assemblée Générale de supprimer la limitation des droits de vote attachés aux actions prévue par l'article 8 des statuts de la Société,
- décide de supprimer les cinquième, sixième et septième alinéas de l'article 8 des statuts, lequel sera désormais rédigé comme suit :

« Article 8 - Droits attachés à chaque action

Chaque action donne droit à une quotité proportionnelle au nombre et à la valeur nominale des actions existantes, de l'actif social, des bénéfices ou du boni de liquidation.

Notamment, toute action donne droit, en cours de société, comme en liquidation, au règlement de la même somme nette, pour toute répartition ou tout remboursement, de sorte qu'il sera, le cas échéant, fait masse entre toutes les actions, indistinctement de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société auxquelles ce remboursement ou cette répartition pourrait donner lieu, le tout, en tenant compte éventuellement du montant nominal des actions et des droits des actions de catégories différentes.

Sous réserve des dispositions de la loi et des présents statuts, chaque membre de l'assemblée a droit à autant de voix que d'actions possédées ou représentées.

Toutes les actions entièrement libérées, pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire, bénéficieront d'un droit de vote double.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit, il appartient aux propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre de faire leur affaire du groupement d'actions requis. »

- décide de donner tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal, pour faire tous dépôts ou publications.

L'exposé des motifs des projets de résolutions A, B, C, D, E, F, G, H, J et K déposés par M. Olivier Schumacher, représentant l'actionnaire MONT-BLANC ALPEN-STOCK, figure sur le site internet de la Société <https://prologue.fr/actionnaires/assemblees-generales/>.

Les actionnaires sont informés que le Conseil d'administration de la Société s'est réuni le 1^{er} juin 2026 et a décidé de ne pas agréer les 10 projets de résolutions complémentaires A, B, C, D, E, F, G, H, J et K présentés ci-dessus pour les raisons suivantes :

Concernant les projets de résolutions complémentaires présentés au titre de l'assemblée générale ordinaire :

La révocation de Monsieur Laurent Baudart, Monsieur Jean-Claude Canioni, Monsieur Michel Seban, Madame Emmanuelle Jehanno (nom d'usage : Fuzessery), Madame Annick Harmand et Monsieur Olivier Balva porterait atteinte à l'intérêt de la Société, de ses salariés et de ses actionnaires en déstabilisant son organisation et sa gestion.

Les motifs invoqués au soutien des projets de résolutions ne sont pas pertinents compte tenu de l'implication de Monsieur Laurent Baudart, Monsieur Jean-Claude Canioni, Monsieur Michel Seban, Madame Emmanuelle Jehanno (nom d'usage : Fuzessery), Madame Annick Harmand et Monsieur Olivier Balva au sein du Conseil d'administration de la Société.

Par ailleurs, aucun projet concret n'est proposé par la société MONT-BLANC ALPEN-STOCK, qui propose seulement de nommer Monsieur Yves Bouget, Madame Sophie Rigollot et Monsieur Philippe Brun, en remplacement des administrateurs dont la révocation est proposée.

Ces propositions de révocations et de nominations d'administrateurs ne sont pas justifiées au regard de l'évolution positive des résultats et de la valorisation de l'action Prologue (près de 40 % de croissance en un an).

Enfin, au vu des documents en sa possession, les allégations relatives à de prétendus « *manquements de la Société et de ses dirigeants à leurs obligations légales et réglementaires (franchissements de seuils non déclarés, déclarations d'opérations par les dirigeants au marché non effectuées)* » sont totalement infondées.

Concernant le projet de résolution complémentaire présenté au titre de l'assemblée générale extraordinaire :

La limitation des droits de vote attachés aux actions telle que prévue à l'article 8 des statuts, qui est une pratique légale et existante dans certaines sociétés cotées, ne porte pas atteinte au droit de vote des actionnaires qui ne sont pas empêchés de l'exercice de leur droit de vote en assemblée générale.

Cette clause statutaire a été insérée il y a plusieurs années dans le but d'empêcher un actionnaire de pouvoir prendre le contrôle du groupe Prologue sans avoir à lancer d'offre publique d'acquisition sur les actions Prologue. Le seuil de limitation des droits de vote attachés aux actions a par ailleurs été rehaussé de 5% à 10% lors de la dernière assemblée générale annuelle du 24 juin 2025 (20 % en cas de droits de vote double).

Les motifs invoqués au soutien de ce projet de résolution ne sont pas pertinents.